

La connexion a été coupée hier pour éviter les fuites de sujets du bac

Internet : le black-out



Le réseau internet a été perturbé, hier matin, lors des examens du bac. © D. R.

Le blocage, même temporaire, de l'accès aux réseaux sociaux peut-il constituer le remède idoine à une fuite généralisée des sujets de l'examen alors que le scandale a surgi de l'intérieur même du corps éducatif national ?

Situation inédite dans le pays ou peut-être même dans le monde ; l'accès aux réseaux sociaux et à la messagerie électronique (facebook, Twitter, Instagram, Gmail...) a été coupé aux internautes en Algérie depuis samedi en début de soirée. Le fait est en lien direct avec les examens partiels du baccalauréat dont les épreuves ont commencé hier matin.

Afin d'éviter un nouveau scandale de fuite des sujets comme constaté début juin, le gouvernement opte donc pour la solution radicale : opérer un black-out total sur les réseaux sociaux, mais aussi sur les services de messagerie électronique dans le pays pour empêcher de nouvelles triches de masse.

Aux grands maux, les grands remèdes. C'est la formule que l'Exécutif a donc choisi d'appliquer au risque de déclencher l'ire des utilisateurs de l'internet et des réseaux sociaux, notamment. Une source du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication a d'ailleurs confirmé "une relation directe" entre cette coupure des réseaux sociaux et les examens partiels du baccalauréat, selon l'APS qui précise, citant la même source, que la décision a été prise "surtout pour protéger les candidats du baccalauréat de la publication de faux sujets de cet examen sur ces réseaux".

La méthode ne fait certes pas consensus. Toutefois, cela n'a pas empêché les autorités de mettre à exécution la menace exprimée déjà il y a quelques jours. Mais, pouvait-il en être autrement ? Pour certains observateurs, il

s'agit là d'une solution de facilité. Mais d'autres s'interrogent si réellement les autorités avaient le choix face à une situation devenue presque incontrôlable à l'ère de la généralisation de l'usage de l'internet.

Un outil qui s'est révélé une arme à double tranchant. Le blocage même temporaire de l'accès aux réseaux sociaux peut-il constituer le remède idoine à une fuite généralisée des sujets de l'examen alors que le scandale a surgi de l'intérieur même du corps éducatif national ? La trahison est venue de personnes qui ont participé pour certains à la confection des sujets de l'examen, pour d'autres à leur impression et d'autres encore à leur dispatching sur les centres d'examen. C'est donc toute la chaîne de préparation des sujets qui est sujette à la manipulation. Le ver est donc dans le fruit, comme dirait l'autre.

Comme on n'arrête pas le progrès, les plus avisés parmi les internautes ont déjà trouvé le moyen d'accéder à leur compte facebook par le biais de certaines applications VPN qui pullulent sur le Net. C'est dire que la solution à laquelle ont recouru les autorités n'est jamais infaillible. C'est peut-être pour cette raison qu'hier en milieu de journée, la perturbation a touché tout le réseau Internet, pénalisant les usagers. Certains sites étaient carrément inaccessibles, alors que pour d'autres, l'accès était trop lent.

L'accès a été de nouveau autorisé hier en fin d'après-midi, mais ce n'est que partie remise puisque l'on doit s'attendre à un remake du blocage. Une telle situation va durer jusqu'à la fin de la semaine puisque c'est jeudi qu'auront lieu les dernières épreuves de l'examen.

Et s'il a fallu gérer l'urgence avec l'organisation de cette seconde session pour les matières concernées par la fraude généralisée, il faudra sans aucun doute pour ce qui est de l'avenir réfléchir à la meilleure manière d'éviter de tels scandales, et ce, en s'inspirant tout simplement des expériences des autres pays en la matière.

H. Saïdani